

MONDIALISATION

« Une crise sanitaire de cette ampleur était parfaitement imaginable »

Professeur des universités à Sciences-Po Paris, spécialiste des relations internationales, Bertrand Badie revient sur les conséquences géopolitiques de la pandémie de coronavirus. Entretien.

Quel regard portez-vous sur cette pandémie?
BERTRAND BADIE Cette crise apparaît comme une grande découverte, autant pour l'opinion publique que pour les dirigeants politiques, économiques ou sociaux. On a le sentiment que tout le monde a été pris par surprise. La première erreur vient de là. Une crise sanitaire de cette ampleur était parfaitement imaginable et les dimensions que la mondialisation pouvait conférer à un tel désastre parfaitement lisibles. Dès 1994, le Programme des Nations unies pour le développement avait alerté sur le risque de crise sanitaire mondiale. Cette surprise est liée au fait qu'on continue à ignorer ce qu'est véritablement la mondialisation. On n'a pas su déterminer à quel point cette incroyable accélération des contacts, des communications et des échanges était dans le même temps une mise en commun de tous les défis que chaque individu chez soi peut rencontrer. Faute de gérer la mondialisation, on est resté exclusivement rivé à la lecture économique et à la généralisation du marché sans remarquer le phénomène social. Depuis plus de trente ans, on n'a pas réfléchi à un traitement social, à un encadrement capable de nous protéger face à ces catastrophes. On peut citer au moins trois phénomènes : le risque sanitaire, l'insécurité environnementale et l'insécurité alimentaire. Toutes les trois sont issues de la mondialisation. Aujourd'hui, on se rend compte qu'ils sont au centre même de l'évolution de l'humanité et des risques qui pèsent sur elle.

Faut-il se préparer à d'autres crises planétaires ?

BERTRAND BADIE Les questions sanitaires ont été ignorées durant des décennies, alors qu'on savait le risque incroyable de ces épidémies. Jusqu'à présent, elles touchaient presque exclusivement les pays du Sud. Les 200 millions d'impaludés dans le monde ou l'épidémie Ebola qui a frappé le golfe de Guinée et la République démocratique du Congo ne dérangent personne. Désormais, on s'aperçoit que, pays en développement ou pays développés, tout le monde est confronté au même défi. D'autres catastrophes suivront et il faut espérer que l'expérience douloureuse de cette crise réveille enfin les responsables politiques. Les politiques sanitaires nationales avaient été abandonnées au nom de l'ultralibéralisme régnant. Il faudra construire une gouvernance sanitaire mondiale.

La crise actuelle favorise-t-elle la poursuite de la bataille géopolitique ?

BERTRAND BADIE Son principal effet est de balayer les vieux schémas géopolitiques. Il n'y a, face à des problèmes si graves, qu'une manière de réagir, elle doit être globale et transnationale. Ressortir les vieilles querelles politiques ou se dissimuler derrière les paravents souverainistes et nationalistes est absurde. Le virus n'a ni passeport, ni nationalité, ni besoin de visa pour progresser. Au contraire, il faut déclouonner le monde pour mener solidairement ce combat.

Pourquoi la mise en place d'une coopération mondiale n'apparaît-elle pas ?

BERTRAND BADIE Il faut distinguer plusieurs aspects. D'abord, face à une crise de cette ampleur, il faut agir dans l'urgence. Et les réactions nationales sont davantage prêtes que les réactions mondiales. Elles sont moins efficaces mais plus faciles à être appliquées sur le très court terme. Deuxième



Le politologue insiste notamment sur la nécessité d'une gestion multilatérale de la crise. P. Normand/Leextra/Leemage

élément, on voit bien comment les ressorts multilatéralistes sont grippés. Au niveau européen, il n'y a pas aucune coordination. Les prolongements économiques et sociaux de cette crise ne sont pas du tout pris en compte de manière solidaire par l'Union européenne. Les « corona bonds » (des obligations pour lever de l'argent - NDLR) illustrent la faillite de l'Europe d'aujourd'hui. Sur le plan global, ce n'est, hélas, guère mieux. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) est reléguée dans un rôle tout à fait secondaire, condamnée à lire le soir de vagues communiqués généraux. Elle se retrouve incapable de faire son travail d'harmonisation des politiques sanitaires et de définition des normes communes pour pouvoir lutter globalement et efficacement contre ce virus.

Sur le moyen terme, vous apparaissez confiant sur un multilatéralisme qui prendrait le dessus. Par quel biais ?

BERTRAND BADIE Il faut d'abord énumérer tous les secteurs où nous sommes en situation de faiblesse. Premier secteur, nous manquons d'informations. Si les États mettaient en commun leurs connaissances en matière sanitaire comme

à travers le comptage des victimes du coronavirus, les choses iraient beaucoup mieux. Deuxième niveau : harmoniser les politiques sanitaires. Les initiatives doivent être prises de manière coordonnée entre pays voisins. Il n'est pas normal que la Belgique fasse le choix du confinement et que les Pays-Bas le refusent totalement. Troisième élément, c'est la question de l'assistance. Dans les zones les plus faibles, il faut que la communauté internationale, par le biais de l'OMS, ait des moyens d'intervenir à la place des États. Quatrième besoin essentiel : édicter des normes communes. Cette crise devrait nous en faire découvrir l'urgente nécessité. Il reste à convaincre les États avec l'argument utilitaire. Il existe une conjonction assez étonnante entre cette crise et ceux qui étaient dans la rue en 2019, de Santiago du Chili à Alger ou Paris. Nous entendons aujourd'hui les mêmes revendications : une demande très forte du retour du social et le procès d'une vision trop individualiste de la mondialisation. Il y a une volonté de construire l'acte II de la mondialisation. C'est irréversible. ♦

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
VADIM KAMENKA